



N° DP 25/421

DECISION DU PRESIDENT

ACTE RECTIFICATIF A L'ACTE D'ACQUISITION DU TIERS INDIVIS DE LA PARCELLE A OLLIOULES QUARTIER QUIEZ CADASTREE SECTION BK N°0057

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'OLLIOULES,

VU la décision n°21/764 du 9 décembre 2021 du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée prévoyant l'acquisition du tiers indivis de la parcelle sise à OLLIOULES (83190) quartier Quiez cadastrée section BK n° 0057 appartenant à la société Immobilière Carrefour,

VU l'acte d'acquisition reçu par Maître Alexandra REVEST, notaire à LA SEYNE-SUR-MER, le 23 décembre 2021,

CONSIDERANT qu'aux termes d'un acte reçu par Maître Alexandra REVEST, notaire à LA SEYNE-SUR-MER, le 23 décembre 2021, la société Immobilière Carrefour a vendu à l'euro symbolique à la Métropole Toulon Provence Méditerranée le tiers indivis de la parcelle sise sur la commune d'OLLIOULES (83190) quartier Quiez cadastrée section BK n° 0057,

CONSIDERANT que l'acquisition de ce tiers indivis d'une parcelle en nature de voirie devait permettre à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de la réalisation d'un pôle d'échange multimodal sur les communes de LA SEYNE-SUR-MER et d'OLLIOULES, de créer une liaison viaire entre l'avenue Robert Brun et la zone d'activités économiques située dans le même secteur,

CONSIDERANT que la réalisation de ce pôle d'échange multimodal nécessitait la construction de plusieurs bassins de rétention, dont l'un sur un lot de volume de la parcelle sise à d'OLLIOULES (83190) quartier Quiez cadastrée section BK n° 0056,

CONSIDERANT qu'aux termes d'une clause résolutoire stipulée à l'acte, les travaux de réalisation du bassin de rétention sus-indiqué devaient être effectués dans un délai de trois ans à compter de la signature de l'acte d'acquisition,

CONSIDERANT qu'à la date du 23 décembre 2024 les travaux n'ayant pas été réalisés, les deux parties ont accepté de proroger le délai de démarrage des travaux du bassin, de deux ans à compter rétroactivement du 23 décembre 2024, pour se terminer dans les dix-huit mois à compter de son démarrage,

CONSIDERANT qu'il convient de signer un acte rectificatif en la forme authentique, pour formaliser l'accord des parties intervenu le 23 décembre 2024,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER l'acte notarié rectificatif formalisant l'accord de la Métropole Toulon Provence et de la société Immobilière Carrefour pour modifier la clause résolutoire prévue dans l'acte authentique d'acquisition du 23 décembre 2021, par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, du tiers indivis de la parcelle cadastrée section BK n° 0057, en prorogeant d'une durée de deux ans à compter rétroactivement du 23 décembre 2024 le délai de démarrage des travaux de réalisation d'un bassin de rétention prévu sur un lot de volume de la parcelle cadastrée section BK n° 0056 et dont l'achèvement devra intervenir dans un délai de dix-huit mois à compter de son démarrage.

ARTICLE 2

DE DIRE que cet accord est intervenu entre les parties avant le 23 décembre 2024.

ARTICLE 3

DE SIGNER l'acte notarié à intervenir conformément au projet d'acte joint en annexe ainsi que tous les actes y afférents.

ARTICLE 4

DE DESIGNER Maître Alexandra REVEST Notaire à LA SEYNE-SUR-MER, avec le concours de Maître François GIBOURDEL notaire à LISIEUX, en vue de la rédaction de l'acte authentique rectificatif concernant la vente du tiers indivis de la parcelle sise à OLLIOULES (83190) quartier Quiez cadastré section BK n° 0057.

ARTICLE 5

DE DIRE que tous les frais seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée et que les crédits sont inscrits sur le budget principal de la Métropole opération 10996 chapitre 21 fonction 844 article 2111.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 2 AVR. 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



1911



réf : A 2024 00880 / AR 29872

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ

Le --

Pour

Et le

Pour Madame Valérie PAECHT et le Notaire soussigné

Maître Alexandra REVEST, notaire de la Société civile professionnelle dénommée "Samantha ARNEODO et Christophe CARRET, Notaires associés", société civile professionnelle titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à la SEYNE SUR MER (Var) Le Pentagone, 82 boulevard Etienne Peyre, code CRPCEN : 83068,

Avec la participation de Maître François GIBOURDEL, notaire à LISIEUX (14100), 18 PLACE FRANCOIS MITTERRAND, assistant la société dénommée IMMOBILIERE CARREFOUR,

A reçu le présent acte authentique à la requête de la personne ci-après identifiée :

IDENTIFICATION DU REQUERANT

L'établissement public régional à caractère administratif dénommé "**METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE**", dont le siège social est à TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre CS 30536.

Identifié sous le numéro unique d'identification 248 300 543.

D'une part

La société dénommée "**IMMOBILIERE CARREFOUR**",
Société par actions simplifiée dont le siège social est à MASSY (91300), 93 avenue de Paris.

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de EVRY identifiée sous le numéro unique d'identification 323 439 786.

D'autre part

PRESENCE - REPRESENTATION

- La "**METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE**" est représenté par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services de la Métropole TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, président de la Métropole, aux termes d'un arrêté numéro AP 23/49 en date du 11 mai 2023 et notifié à Monsieur le Préfet du Var le 11 mai 2023, dont la copie est demeurée ci-annexée

Ladite délégation de pouvoirs complétée aux termes d'un arrêté numéro AP 24/3 en date du 7 février 2024 notifié à Monsieur le Préfet le même jour, dont la copie est demeurée ci-annexée

Monsieur GIRAN agissant tant en sa qualité de Président de la Métropole, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 en date du 4 mai 2023, dont la copie est demeurée ci annexée qu'en vertu de la délégation de pouvoirs du Conseil métropolitain n°23/05/078 en date du 4 mai 2023, n'ayant pas fait l'objet de recours auprès du Tribunal Administratif, dont la copie est demeurée ci annexée.

Le représentant de la Métropole est spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes d'une délibération motivée de la **MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE (TPM)** en date du ++++++++ visée par la préfecture le ++++++++.

Le représentant de la Métropole atteste sous sa responsabilité que les décisions et délibérations sus visées ont un caractère exécutoire et déclare expressément que ces décisions n'ont fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif ni d'aucun retrait.

- La société "**IMMOBILIERE CARREFOUR**" est représentée par M---, ici présent, en vertu des pouvoirs qui lui ont été consentis par ++++++ en date du ++++++, dont la copie est demeurée ci annexée.

M+++++ agissant en sa qualité de Président de la société **CARREFOUR PROPERTY France**, elle-même Président de la société **IMMOBILIERE CARREFOUR**.

M+++++, domicilié professionnellement à MASSY (91300), 93 avenue de Paris, agissant au nom et pour le compte de la société **CARREFOUR PROPERTY FRANCE**, société par actions simplifiée dont le siège social est à MASSY (91300), 93 avenue de Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Evry sous le numéro 775 632 169, en qualité de Président de ladite société, fonction à laquelle il a été nommé suivant décision de l'associé unique du 10 novembre 2017.

La société **CARREFOUR PROPERTY FRANCE** agissant elle-même en qualité de Président de la société **IMMOBILIERE CARREFOUR**, fonction à laquelle

elle a été nommée suivant décision du 15 juillet 2009.

Les présentes ont pour objet de rectifier deux actes authentiques en date du 23 décembre 2021, régularisés entre les Requérants aux présentes.

**1 / ACTE RECTIFICATIF A UN ACTE DE LICITATION EN DATE DU 23
DECEMBRE 2021**

EXPOSE

1 / Aux termes d'un acte reçu par Me **Alexandra REVEST**, notaire à **LA SEYNE SUR MER**, le **23 décembre 2021**, publié le **23 février 2022**, volume **2022P n°5023**, au service de la publicité foncière de **TOULON 1**.

La société dénommée "**IMMOBILIERE CARREFOUR**",
Société par actions simplifiée dont le siège social est à **MASSY (91300), 93 avenue de Paris**.

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **EVRY** et identifiée sous le numéro SIREN **323 439 786**.

A vendu à :

La "**MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**", dont le siège social est à **TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre CS 30536**.

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **TOULON** et identifiée sous le numéro SIREN **248 300 543**.

L'immeuble dont la désignation suit :

OLLIOULES (Var)

Dans un ensemble immobilier --- situé(e) à **OLLIOULES (83190)**, , Quartier Quiez, ci-après désigné, à usage commercial, situé sur la commune d'**OLLIOULES (83190)**, Lieudit Quartier Quiez et cadastré section **BK** numéros **11, 13, 14, 15, 16, et 56**, comme il sera dit ci-après.

Ledit immeuble cadastré :

Dans le volume n° **DEUX**

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieudit	Contenance
	BK	13	Quiez	62 a 48 ca
	BK	14	511 Ch de la Bouyère	29 a 90 ca
	BK	15	Quiez	15 a 75 ca
	BK	16	Quiez	80 a 60 ca

BK	56	Quiez	01 ha 27 a 70 ca
BK	11	9000 Che de la Bouyère	05 ha 68 a 31 ca
Contenance totale			08 ha 84 a 74 ca

Et la moitié du ruisseau non cadastrée située en limite « ouest » de la parcelle BK numéro 56 pour une superficie de 68 mètres carrés.

Tel que le **Bien** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

DESIGNATION DU BIEN VENDU

Le VOLUME numéro DEUX (2) dont la description est la suivante :

VOLUME DEUX (2)

Un VOLUME immobilier dans lequel s'inscrit une partie de l'ensemble immobilier formé.

*** En infrastructure :**

Par une partie du TREFONDS de l'ensemble immobilier, en dessous de la dalle formant le BASSIN DE RETENTION, par une épaisseur de TREFONDS sans limitation de profondeur et limité à la côte NGF +11.15.

Le présent VOLUME DEUX (2) est constitué par une BASE UNIQUE définie comme suit :

-BASE (a2) d'une superficie de 6 122 m² environ correspondant à une partie du TREFONDS de l'ensemble immobilier sans limitation de profondeur en partie inférieure, un bassin de rétention limité à la côte NGF +11.15, figurant sous teinte bleu turquoise au plan n°B1 (Tréfonds) et coupes ci-joints et annexés, dressés par SARL PANGEO-CONSEIL, S/c M. Joseph PASCUAL, Géomètre-Expert DPLG, 24 Bld Edouard Lacour - 47000 AGEN.

ETANT PRECISE ICI QUE

LE VOLUME DEUX (2) COMPREND :

- une épaisseur de TREFONDS sans limitation de profondeur en dessous de la côte NGF +11.15 formant la dalle du BASSIN DE RETENTION.

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION VOLUMETRIQUE

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division volumétrique établi aux termes d'un acte reçu ce jour par Maître GIBOURDEL, Notaire à LISIEUX le 17 décembre 2021, publié au service de publicité foncière de TOULON 2 le 18 février 2022, volume 2022P n° 4509.

Aux termes de cet acte il a été procédé à une division tridimensionnelle de l'ensemble immobilier en DEUX (2) volumes (VOLUME 1 et VOLUME 2), délimités par des cotes géométriques, ne comportant aucune quote-part indivise des parties communes, mais seulement liés entre eux par des relations de servitudes créées tant pour tenir compte de leur imbrication et de leur superposition, que pour permettre l'utilisation rationnelle de certains éléments ou services.

Aux termes dudit acte, il a été stipulé la clause suivante :

« CLAUSE RESOLUTOIRE »

Les parties rappellent que la présente vente intervient dans le cadre du projet de prolongement de l'avenue Robert Brun et d'aménagement du Pôle d'Echange de la Seyne sur Mer par l'Acquéreur, lequel implique la création de plusieurs bassins rétention des eaux pluviales permettant la gestion des débordements du Vallat de Faveyrolles.

*Un de ces bassins, dit « Bassin Nord » sera implanté sur un foncier actuellement propriété du **Vendeur**.*

*L'**Acquéreur** s'engage à réaliser à ses frais exclusifs les travaux de réalisation de construction, d'aménagement et de terrassement du bassin de rétention Nord conformément aux documents ci-annexés :*

- *La notice descriptive des travaux ;*
- *Plan des réseaux humides (planche 2) ;*
- *La charte de travaux ;*

Lesquels devront être démarrés au plus tard dans le délai de TROIS (3) ans à compter de la signature des présentes pour se terminer dans un délai de DIX-HUIT (18) mois à compter de leur démarrage.

*En outre, dans l'attente de l'exécution des travaux susvisés, l'**Acquéreur** s'engage à assurer l'entretien et la sécurité du site et à garantir la non-occupation du terrain aux gens du voyages ou tout autre squat par l'installation à ses frais de tout équipement nécessaire (exemple mise en place d'enrochements, de blocs de béton etc...).*

*Il est ici précisé que les travaux à la charge du **Vendeur**, tels que définis dans la notice descriptive des travaux, restent facultatifs pour ce dernier et seront réalisés à sa seule initiative.*

[...]

*La réalisation de ces travaux dans les conditions définies aux présentes est une condition essentielle et déterminante du consentement du **Vendeur**, sans laquelle il n'aurait pas contracté.*

La réalisation définitive de ces travaux devra être justifié par la production des pièces suivantes :

- *Une attestation de son maître d'œuvre de fin de chantier et justifiant de la comptabilité des travaux exécutés avec leur destination,*

- Le rapport final du bureau de contrôle sans réserve concernant les constructions,
- Les procès-verbaux de levée des réserves inscrites dans le procès-verbal de réception avec les entreprises,
- Le certificat d'acquit définitif des primes au titre des polices d'assurances constructions,
- L'avis favorable de la commission de sécurité,
- La justification de la conformité de ses travaux avec la (les) autorisation(s) administrative(s) obtenue(s)".

A défaut par l'**Acquéreur** d'avoir réalisé lesdits travaux conformément aux documents susvisés et dans le délai susmentionné, les Parties conviennent ce qui suit :

- La condition résolutoire sera réalisée, et par suite la vente se trouvera rétroactivement anéantie conformément aux dispositions de l'article 1304-7 du Code civil,
- Les frais attachés au présent acte ne seront pas restitués à l'**Acquéreur**,
- L'**Acquéreur** restituera au **Vendeur** le **Bien** dans l'état actuel [soit au jour de la vente en date du 23 décembre 2021], la charge de la remise en état pesant exclusivement sur l'**Acquéreur**.

La réalisation ou la non-réalisation de cette condition devra faire l'objet d'un acte publié au service la publicité foncière compétent aux frais exclusifs de l'**Acquéreur**.

Les Parties requièrent le service de la publicité foncière de bien vouloir annoter le fichier de la présente clause au titre d'information des tiers.

De convention expresse entre les parties, le jeu de la clause résolutoire restera facultatif pour le **Vendeur** qui sera donc entièrement libre, soit de s'en prévaloir, soit de ne pas en réclamer le bénéfice et demander l'application des pénalités de retard ci-après visées, sans préjudice de tous dommages et intérêts, et de substituer tous tiers dans le bénéfice de la présente clause au jour de l'exécution de celle-ci.

Il est expressément convenu entre les Parties qu'en cas de retard dans la réalisation desdits travaux dans le délai susvisé, hors cas de force majeure, il sera dû par l'**Acquéreur** au **Vendeur**, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, une indemnité forfaitaire, ferme, définitive et non révisable d'une somme de 1.000,00€ (MILLE EUROS) par jour de retard jusqu'à la réalisation effective des travaux. »

Le représentant de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE déclare qu'à ce jour les travaux n'ont pas été réalisés ni même débutés et qu'il est nécessaire de proroger le délai de démarrage desdits travaux.

De son côté, la société dénommée IMMOBILIERE CARREFOUR déclare ne s'être prévalu ni de la résolution de l'acte de vente, ni de l'application des pénalités de retard.

Les parties se sont donc rapprochées afin de proroger le délai de démarrage des travaux d'une durée de **VINGT QUATRE (24) mois** à compter rétroactivement du 23 décembre 2024, pour se terminer dans un délai de DIX HUIT (18) mois à compter de leur démarrage.

Le présent acte rectificatif formalise l'accord des parties lequel est intervenu avant le 23 décembre 2024, ce que les parties reconnaissent expressément.

Cela exposé, les parties ont requis le notaire soussigné d'établir le présent acte rectificatif en vue de proroger la clause résolutoire sus énoncée

ACTE RECTIFICATIF

En conséquence, la rédaction de la clause résolutoire est désormais la suivante :

« CLAUSE RESOLUTOIRE »

Les parties rappellent que la présente vente intervient dans le cadre du projet de prolongement de l'avenue Robert Brun et d'aménagement du Pôle d'Echange de la Seyne sur Mer par l'Acquéreur, lequel implique la création de plusieurs bassins rétention des eaux pluviales permettant la gestion des débordements du Vallat de Faveyrolles.

*Un de ces bassins, dit « Bassin Nord » sera implanté sur un foncier actuellement propriété du **Vendeur**.*

*L'**Acquéreur** s'engage à réaliser à ses frais exclusifs les travaux de réalisation de construction, d'aménagement et de terrassement du bassin de rétention Nord conformément aux documents ci-annexés :*

- La notice descriptive des travaux ;*
- Plan des réseaux humides (planche 2) ;*
- La charte de travaux ;*

Lesquels devront être démarrés au plus tard dans le délai de VINGT QUATRE (24) MOIS à compter du 23 décembre 2024 pour se terminer dans un délai de DIX HUIT (18) mois à compter de leur démarrage.

*En outre, dans l'attente de l'exécution des travaux susvisés, l'**Acquéreur** s'engage à assurer l'entretien et la sécurité du site et à garantir la non-occupation du terrain aux gens du voyages ou tout autre squat par l'installation à ses frais de tout équipement nécessaire (exemple mise en place d'enrochements, de blocs de béton etc...).*

*Il est ici précisé que les travaux à la charge du **Vendeur**, tels que définis dans la notice descriptive des travaux, restent facultatifs pour ce dernier et seront réalisés à sa seule initiative.*

[...]

*La réalisation de ces travaux dans les conditions définies aux présentes est une condition essentielle et déterminante du consentement du **Vendeur**, sans laquelle*

il n'aurait pas contracté.

La réalisation définitive de ces travaux devra être justifiée par la production des pièces suivantes :

- Une attestation de son maître d'œuvre de fin de chantier et justifiant de la comptabilité des travaux exécutés avec leur destination,
- Le rapport final du bureau de contrôle sans réserve concernant les constructions,
- Les procès-verbaux de levée des réserves inscrites dans le procès-verbal de réception avec les entreprises,
- Le certificat d'acquit définitif des primes au titre des polices d'assurances constructions,
- L'avis favorable de la commission de sécurité,
- La justification de la conformité de ses travaux avec la (les) autorisation(s) administrative(s) obtenue(s)".

A défaut par l'**Acquéreur** d'avoir réalisé lesdits travaux conformément aux documents susvisés et dans le délai susmentionné, les Parties conviennent ce qui suit :

- La condition résolutoire sera réalisée, et par suite la vente se trouvera rétroactivement anéantie conformément aux dispositions de l'article 1304-7 du Code civil,
- Les frais attachés au présent acte ne seront pas restitués à l'**Acquéreur**,
- L'**Acquéreur** restituera au **Vendeur** le **Bien** dans l'état actuel, la charge de la remise en état pesant exclusivement sur l'**Acquéreur**.

La réalisation ou la non-réalisation de cette condition devra faire l'objet d'un acte publié au service la publicité foncière compétent aux frais exclusifs de l'**Acquéreur**.

Les Parties requièrent le service de la publicité foncière de bien vouloir annoter le fichier de la présente clause au titre d'information des tiers.

De convention expresse entre les parties, le jeu de la clause résolutoire restera facultatif pour le **Vendeur** qui sera donc entièrement libre, soit de s'en prévaloir, soit de ne pas en réclamer le bénéfice et demander l'application des pénalités de retard ci-après visées, sans préjudice de tous dommages et intérêts, et de substituer tous tiers dans le bénéfice de la présente clause au jour de l'exécution de celle-ci.

Il est expressément convenu entre les Parties qu'en cas de retard dans la réalisation desdits travaux dans le délai susvisé, hors cas de force majeure, il sera dû par l'**Acquéreur** au **Vendeur**, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, une indemnité forfaitaire, ferme, définitive et non révisable d'une somme de 1.000,00€ (MILLE EUROS) par jour de retard jusqu'à la réalisation effective des travaux. »

En outre, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE autorise la société IMMOBILIERE CARREFOUR, sous réserve de l'obtention des

autorisations administratives nécessaires, de louer (ou sous-louer) l'espace situé en surplomb du volume 2 à tout concessionnaire afin stocker des véhicules neufs.

Dans l'attente de cette occupation éventuelle, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE conserve à sa charge l'entretien et la sécurité du site afin de garantir la non-occupation du terrain par des gens du voyages ou tout autre squat par l'installation à ses frais de tout équipement nécessaire (exemple mise en place d'enrochements, de blocs de béton etc...).

Les parties déclarent que toutes les autres clauses de l'acte demeurent inchangées.

**2 / ACTE RECTIFICATIF A UN ACTE DE LICITATION EN DATE DU 23
DECEMBRE 2021**

Aux termes d'un acte reçu par Me **Alexandra REVEST**, notaire à **LA SEYNE SUR MER**, le **23 décembre 2021**, publié le 10 janvier 2022, volume 2022P n°440, au service de la publicité foncière de TOULON 1.

La société dénommée "**IMMOBILIERE CARREFOUR**",
Société par actions simplifiée dont le siège social est à **MASSY (91300), 93
avenue de Paris**.

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **EVRY** et identifiée sous le numéro SIREN **323 439 786**.

A cédé à titre de licitation ne faisant pas cesser l'indivision à :

La "**MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**", dont le siège social est à **TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre CS 30536**.

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **TOULON** et identifiée sous le numéro SIREN **248 300 543**.

L'immeuble dont la désignation suit :

OLLIOULES (Var)

Une parcelle de terre à usage de voirie --- situé(e) à **OLLIOULES (83190), ,
Quartier Quiez, .**

Ledit immeuble cadastré :

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieudit	Contenance
	BK	0057	QUIEZ	39 a 44 ca
Contenance totale				39 a 44 ca

Aux termes dudit acte, il a été stipulé la clause suivante :

« CLAUSE RESOLUTOIRE »

Les parties rappellent que la présente licitation intervient dans le cadre du projet de prolongement de l'avenue Robert Brun et d'aménagement du Pôle d'Echange de la Seyne sur Mer par le cessionnaire, lequel implique la création de plusieurs bassins rétention des eaux pluviales permettant la gestion des débordements du Vallat de Faveyrolles.

Un de ces bassins, dit « Bassin Nord » sera implanté sur un foncier actuellement propriété du cédant, soit le lot volume DEUX cadastre sur la commune d'OLLIOULES section BK n°13 ;14 ;15 ;16 ;56 et 11.

Le cessionnaire s'engage à réaliser à ses frais exclusifs les travaux de réalisation de construction, d'aménagement et de terrassement du bassin de rétention Nord conformément aux documents ci-annexés :

- *La notice descriptive des travaux ;*
- *Plan des réseaux humides (planche 2) ;*
- *La charte de travaux ;*

Lesquels devront être démarrés au plus tard dans le délai de TROIS (3) ans à compter de la signature des présentes pour se terminer dans un délai de DIX-HUIT (18) mois à compter de leur démarrage.

En outre, dans l'attente de l'exécution des travaux susvisés, le cessionnaire s'engage à assurer l'entretien et la sécurité du site et à garantir la non-occupation du terrain aux gens du voyages ou tout autre squat par l'installation à ses frais de tout équipement nécessaire (exemple mise en place d'enrochements, de blocs de béton etc...).

Il est ici précisé que les travaux à la charge du cédant tels que définis dans la notice descriptive des travaux, restent facultatifs pour ce dernier et seront réalisés à sa seule initiative.

Le cessionnaire s'engage également à réaliser dans le même délai la refonte des accès saturés depuis l'autoroute A55 du centre commercial CARREFOUR sis à OLLIOULES, quartier Quiez.

La réalisation de ces travaux dans les conditions définies aux présentes est une condition essentielle et déterminante du consentement du cédant, sans laquelle il n'aurait pas contracté.

La réalisation définitive de ces travaux devra être justifié par la production

des pièces suivantes :

- *Une attestation de son maître d'œuvre de fin de chantier et justifiant de la comptabilité des travaux exécutés avec leur destination,*
- *Le rapport final du bureau de contrôle sans réserve concernant les constructions,*
- *Les procès-verbaux de levée des réserves inscrites dans le procès-verbal de réception avec les entreprises,*
- *Le certificat d'acquit définitif des primes au titre des polices d'assurances constructions,*
- *L'avis favorable de la commission de sécurité,*
- *La justification de la conformité de ses travaux avec la (les) autorisation(s) administrative(s) obtenue(s)".*

A défaut par le cessionnaire d'avoir réalisé lesdits travaux conformément aux documents susvisés et dans le délai susmentionné, les Parties conviennent ce qui suit :

- *La condition résolutoire sera réalisée, et par suite la licitation se trouvera rétroactivement anéantie conformément aux dispositions de l'article 1304-7 du Code civil,*
- *Les frais attachés au présent acte ne seront pas restitués au cessionnaire*
- *Le cessionnaire restituera au cédant le **Bien** dans l'état actuel [soit au jour de l'acte de licitation en date du 23 décembre 2021], la charge de la remise en état pesant exclusivement sur le cessionnaire*

La réalisation ou la non-réalisation de cette condition devra faire l'objet d'un acte publié au service la publicité foncière compétent aux frais exclusifs du cessionnaire

Les Parties requièrent le service de la publicité foncière de bien vouloir annoter le fichier de la présente clause au titre d'information des tiers.

De convention expresse entre les parties, le jeu de la clause résolutoire restera facultatif pour le cédant qui sera donc entièrement libre, soit de s'en prévaloir, soit de ne pas en réclamer le bénéfice et demander l'application des pénalités de retard ci-après visées, sans préjudice de tous dommages et intérêts, et de substituer tous tiers dans le bénéfice de la présente clause au jour de l'exécution de celle-ci.

Il est expressément convenu entre les Parties qu'en cas de retard dans la réalisation desdits travaux dans le délai susvisé, hors cas de force majeure, il sera dû par le cessionnaire au cédant, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, une indemnité forfaitaire, ferme, définitive et non révisable d'une somme de 1.000,00€ (MILLE EUROS) par jour de retard jusqu'à la réalisation effective des travaux. »

Ainsi que dit ci-dessus, le représentant de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE déclare qu'à ce jour les travaux n'ont pas été

réalisés ni même débutés et qu'il est nécessaire de proroger le délai de démarrage desdits travaux.

De son côté, la société dénommée IMMOBILIERE CARREFOUR déclare ne s'être prévalu ni de la résolution de l'acte de vente, ni de l'application des pénalités de retard.

Les parties sont donc rapprochées afin de proroger le délai de démarrage des travaux d'une durée de VINGT QUATRE (24) mois à compter rétroactivement du 23 décembre 2024, pour se terminer dans un délai de DIX HUIT (18) mois à compter de leur démarrage.

Le présent acte rectificatif formalise l'accord des parties lequel est intervenu avant le 23 décembre 2024, ce que les parties reconnaissent expressément.

Cela exposé, les parties ont requis le notaire soussigné d'établir le présent acte rectificatif en vue de proroger la clause résolutoire sus énoncée

ACTE RECTIFICATIF

En conséquence, la rédaction de la clause résolutoire est désormais la suivante :

« CLAUSE RESOLUTOIRE »

Les parties rappellent que la présente licitation intervient dans le cadre du projet de prolongement de l'avenue Robert Brun et d'aménagement du Pôle d'Echange de la Seyne sur Mer par le cessionnaire, lequel implique la création de plusieurs bassins rétention des eaux pluviales permettant la gestion des débordements du Vallat de Faveyrolles.

Un de ces bassins, dit « Bassin Nord » sera implanté sur un foncier actuellement propriété du cédant, soit le lot volume DEUX cadastre sur la commune d'OLLIOULES section BK n°13 ;14 ;15 ;16 ;56 et 11.

Le cessionnaire s'engage à réaliser à ses frais exclusifs les travaux de réalisation de construction, d'aménagement et de terrassement du bassin de rétention Nord conformément aux documents ci-annexés :

- *La notice descriptive des travaux ;*
- *Plan des réseaux humides (planche 2) ;*
- *La charte de travaux ;*

Lesquels devront être démarrés au plus tard dans le délai de VINGT QUATRE (24) mois à compter du 23 décembre 2024 pour se terminer dans un délai de DIX HUIT (18) mois à compter de leur démarrage.

En outre, dans l'attente de l'exécution des travaux susvisés, le cessionnaire s'engage à assurer l'entretien et la sécurité du site et à garantir la non-occupation du terrain aux gens du voyages ou tout autre squat par l'installation à ses frais de tout équipement nécessaire (exemple mise en place d'enrochements, de blocs de béton etc...).

Il est ici précisé que les travaux à la charge du cédant tels que définis dans la notice descriptive des travaux, restent facultatifs pour ce dernier et seront réalisés à sa seule initiative.

Le cessionnaire s'engage également à réaliser dans le même délai la refonte des accès saturés depuis l'autoroute A55 du centre commercial CARREFOUR sis à OLLIOULES, quartier Quiez.

La réalisation de ces travaux dans les conditions définies aux présentes est une condition essentielle et déterminante du consentement du cédant, sans laquelle il n'aurait pas contracté.

La réalisation définitive de ces travaux devra être justifié par la production des pièces suivantes :

- Une attestation de son maître d'œuvre de fin de chantier et justifiant de la comptabilité des travaux exécutés avec leur destination,*
- Le rapport final du bureau de contrôle sans réserve concernant les constructions,*
- Les procès-verbaux de levée des réserves inscrites dans le procès-verbal de réception avec les entreprises,*
- Le certificat d'acquit définitif des primes au titre des polices d'assurances constructions,*
- L'avis favorable de la commission de sécurité,*
- La justification de la conformité de ses travaux avec la (les) autorisation(s) administrative(s) obtenue(s)".*

A défaut par le cessionnaire d'avoir réalisé lesdits travaux conformément aux documents susvisés et dans le délai susmentionné, les Parties conviennent ce qui suit :

- La condition résolutoire sera réalisée, et par suite la licitation se trouvera rétroactivement anéantie conformément aux dispositions de l'article 1304-7 du Code civil,*
- Les frais attachés au présent acte ne seront pas restitués au cessionnaire*
- Le cessionnaire restituera au cédant le **Bien** dans l'état actuel, la charge de la remise en état pesant exclusivement sur le cessionnaire*

La réalisation ou la non-réalisation de cette condition devra faire l'objet d'un acte publié au service la publicité foncière compétent aux frais exclusifs du cessionnaire

Les Parties requièrent le service de la publicité foncière de bien vouloir annoter le fichier de la présente clause au titre d'information des tiers.

De convention expresse entre les parties, le jeu de la clause résolutoire restera facultatif pour le cédant qui sera donc entièrement libre, soit de s'en prévaloir, soit de ne pas en réclamer le bénéfice et demander l'application des

pénalités de retard ci-après visées, sans préjudice de tous dommages et intérêts, et de substituer tous tiers dans le bénéfice de la présente clause au jour de l'exécution de celle-ci.

Il est expressément convenu entre les Parties qu'en cas de retard dans la réalisation desdits travaux dans le délai susvisé, hors cas de force majeure, il sera dû par le cessionnaire au cédant, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, une indemnité forfaitaire, ferme, définitive et non révisable d'une somme de 1.000,00€ (MILLE EUROS) par jour de retard jusqu'à la réalisation effective des travaux. »

Les parties déclarent que toutes les autres clauses de l'acte demeurent inchangées.

PUBLICITE FONCIERE

Le présent acte rectificatif sera publié au service de la publicité foncière de TOULON

DECLARATIONS FISCALES

Conformément aux dispositions de l'article 680 du Code général des impôts, le présent acte est passible du seul droit fixe des actes innomés.

TRANSMISSION PAR COURRIER ELECTRONIQUE

A titre d'information préalable sont ici reproduites les dispositions de l'article 1126 du Code civil tel qu'issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 aux termes desquelles : *"Les informations qui sont demandées en vue de la conclusion d'un contrat ou celles qui sont adressées au cours de son exécution peuvent être transmises par courrier électronique si leur destinataire a accepté l'usage de ce moyen."*

Les parties déclarent en conséquence accepter expressément que les informations et documents relatifs à la conclusion du contrat, en ce compris, le cas échéant, le consentement à la comparution par visioconférence, leur soient communiqués par courrier électronique (e-mail)

PROJET D'ACTE

Les parties reconnaissent avoir reçu un projet du présent acte, dès avant ce jour, et en conséquence, avoir eu la possibilité d'en prendre connaissance avant d'apposer leur signature sur ledit acte.

FORCE PROBANTE

Le notaire a informé les parties des dispositions de l'article 1379 du Code civil issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, duquel il résulte que la copie exécutoire ou authentique d'un acte authentique a la même force probante que l'original.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le Livre Foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits

ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, telle qu'elle figure dans le présent acte, lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE, rédigé sur **SEIZE** pages.

Fait et passé à ---, pour ce qui concerne ---,

Et à **TOULON (var)**, 107 boulevard Henri Fabre pour ce qui concerne **Madame PAECHT et la Notaire soussigné**,

Les jour, mois et an susdits,

La lecture du présent acte a été donnée à chacune des parties et leurs signatures sur ledit acte ont été recueillies par le notaire soussigné,

Et le notaire a lui-même **signé**.

Le présent acte comprenant :

renvoi

mot nul

ligne nulle

blanc barré

chiffre rayé



N° : DP 21/764

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION DU TIERS INDIVIS DE LA PARCELLE SISE A OLLIOULES QUARTIER QUIEZ CADASTREE SECTION BK N°57

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/05/178 du 27 mai 2021 portant délégations au
Président de Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que la société IMMOBILIERE CARREFOUR est propriétaire d'un tiers indivis d'une parcelle en nature de voie, située sur la commune d'Ollioules quartier Quiez, cadastrée section BK n°57,

CONSIDERANT qu'à proximité, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, également propriétaire d'un tiers indivis de cette même parcelle, a lancé la réalisation d'un pôle d'échange multimodal de la Seyne sur Mer, dont l'emprise se trouve sur les communes de la Seyne-sur-Mer et d'Ollioules, afin de créer une liaison viaire entre l'avenue Robert Brun, et la zone d'activité économique située dans ce même secteur.

CONSIDERANT que la concrétisation de ce projet nécessite une maîtrise totale des voies existantes, destinées à faire le lien avec celles à créer,

CONSIDERANT que par courrier en date des 12 mars 2021 et 16 août 2021, la Métropole TPM a sollicité la Société IMMOBILIERE CARREFOUR en vue de l'acquisition à l'euro symbolique (1 €) du tiers indivis lui appartenant sur la parcelle cadastrée section BK n°57,

CONSIDERANT que la société IMMOBILIERE CARREFOUR a accepté la proposition de la métropole et a adressé en date du 20 juillet 2021 son engagement de cession,

CONSIDERANT que le montant de l'acquisition est inférieur au seuil de 180 000 € et qu'à ce titre, l'avis du Domaine n'est pas requis, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prise en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ACQUERIR le tiers indivis d'une parcelle de terre en nature de voirie située sur la commune d'Ollioules quartier Quiez cadastrée section BK n°57 appartenant à la société IMMOBILIERE CARREFOUR ou à toute autre entité pouvant s'y substituer pour un montant d'un euro (1€).

ARTICLE 2

DE SIGNER l'acte d'acquisition ainsi que tous les documents annexes nécessaires, et régler tous les frais afférents à cette acquisition.

ARTICLE 3

DE DESIGNER Maître Alexandra REVEST, notaire à la Seyne-sur-Mer, aux fins de rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération n° OP 42240 « TCSP acquisitions foncières terrains chapitre 21 article 2111 » sur le budget annexe transports 2022 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affichée sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

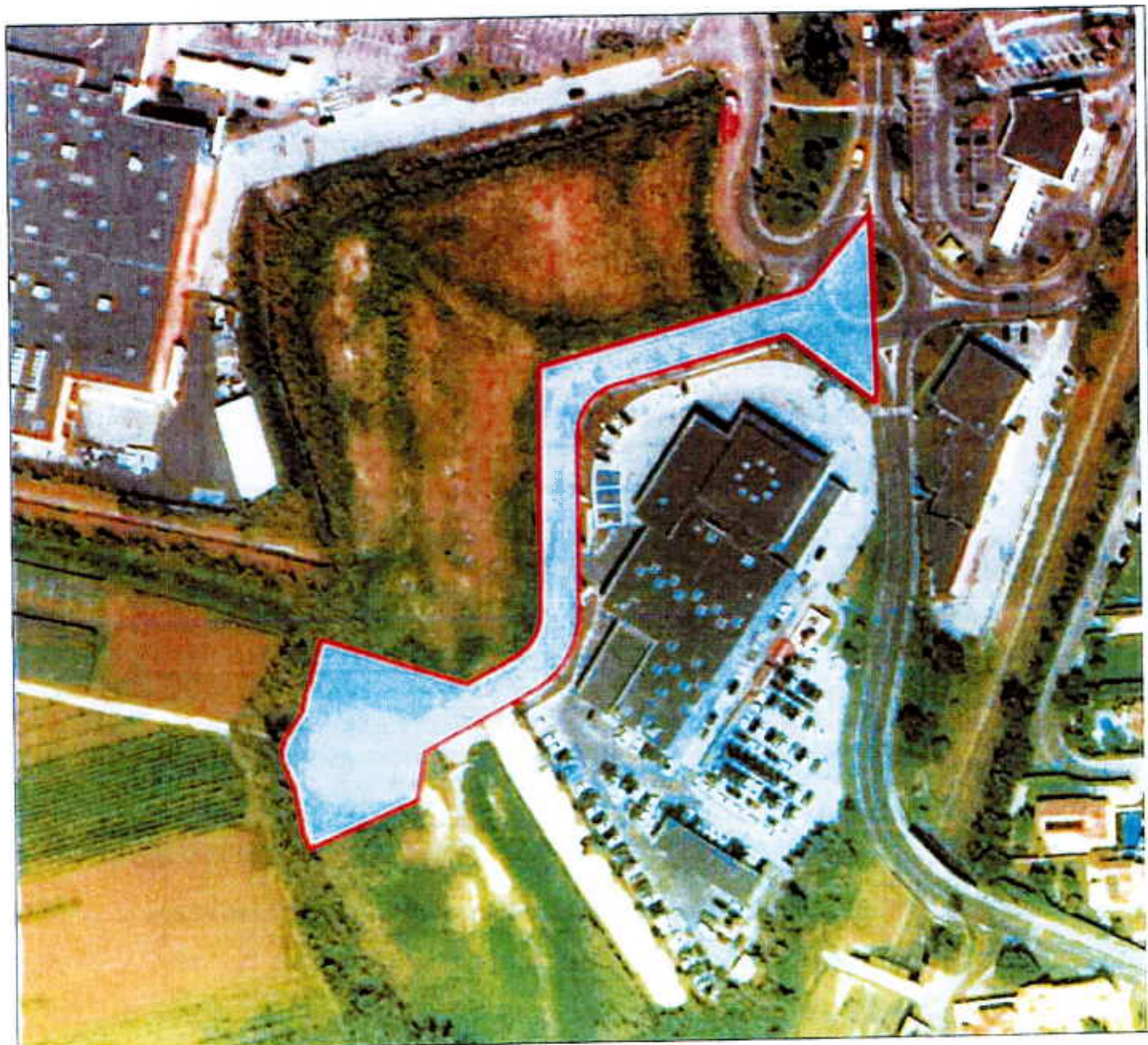
Fait à Toulon, le **09 DEC. 2021**

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



Commune	Surface	Surface bâtie	Adresse	C. propriétaire
OLLIOULES (830090)	3944 m ²	0 m ²	QUIEZ, OLLIOULES	+01187



Échelle : 1:1000

Toulon le

12 MARS 2021

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

à

Société IMMOBILIERE CARREFOUR
M. Benoît THUROTTE
58, avenue Emile Zola

92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :
Finances & Moyens
Claude WEISSE
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Claire HUMMEL

Contact : Claire HUMMEL
Tél 04.94.93.68.37
chummel@metropoletpm.fr

N/REF: HF/VP/CW/CH/21/n° 211

OBJET : Cession parcelle BK 57 OLLIOULES
Pôle d'échange multimodal de LA SEYNE

Monsieur,

La société IMMOBILIERE CARREFOUR est propriétaire indivis d'une parcelle de terre en nature de voie, située sur la commune d'Ollioules, et cadastrée section BK, numéro 57

A proximité, la métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, également propriétaire indivis de cette même parcelle, a lancé la réalisation du pôle d'échange multimodal de LA SEYNE SUR MER, dont l'emprise se trouve sur les communes de LA SEYNE et d'OLLIOULES, afin de créer une liaison viaire entre l'avenue Robert Brun, et la zone d'activité économique dans laquelle se trouve l'hypermarché CARREFOUR d'OLLIOULES

La concrétisation de ce projet nécessite une maîtrise foncière totale des voies existantes, destinées à faire le lien avec celles à créer.

Il est évident que la création de ce pôle d'échange améliorera la desserte de tout ce secteur, et profitera aux entreprises qui y sont installées.

C'est pourquoi, la métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE souhaite acquérir les droits indivis appartenant à la société IMMOBILIERE CARREFOUR sur cette parcelle BK 57

Je vous rappelle que la métropole doit acquérir de votre part, la parcelle BK 56, sur laquelle nos services ont réalisé, en vertu d'une convention en date du 10 janvier 2019, des travaux en vue de la construction d'un bassin de rétention.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir nous faire connaître votre position quant à notre proposition, et vous remercie par avance de l'attention bienveillante que vous voudrez bien y prêter

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de mes salutations distinguées



Pour le Président et par délégation
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Toulon, le 16 août 2021

Hubert FALCO
Président de Toulon Provence Méditerranée

à

Société IMMOBILIERE CARREFOUR
M. Benoît THUROTTE
58, avenue THUROTTE
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :

DGA Finances et Moyens
Claude WEISSE - Directeur Général Adjoint des Services
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Claire HUMMEL - Directeur
Service Action Foncière
Michel MANDELLI - Chef de service

Contact :

Service Action Foncière
Michel MANDELLI
mmandelli@metropoletpm.fr - Tél. : 04.94.03.97.80

N/REF: DIF/VP/CW/CH/MM/618

OBJET : Acquisition de droits indivis

Monsieur,

Par courrier en date du 12 Mars 2021, la Métropole Toulon Provence Méditerranée vous avait informé de son souhait d'acquérir vos droits indivis sur la parcelle en nature de voirie sise à Ollioules et cadastrée section BK n°57.

Suite à votre accord de principe sur cette cession, je vous indique que la Métropole vous propose d'acquérir vos droits indivis au prix d'un euro symbolique (1€). Tous les frais d'actes seront supportés par la Métropole.

Compte tenu des délais qui nous sont imposés dans le cadre d'une procédure contentieuse, la Métropole est désireuse de finaliser le plus rapidement possible cette acquisition.

Je vous serai donc reconnaissant de bien vouloir nous indiquer votre position quant à cette proposition d'achat. Tous les frais inhérents à cette acquisition seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le service des Affaires Foncières reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour le Président et par délégation
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Finances et Moyens





Carrefour



Métropole TPM Toulon Provence Méditerranée
À l'attention de M Weisse
Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 Toulon cedex 9

Le 20 juillet 2021

Dossier Ollioules : parcelles BK 56 et BK 57

Monsieur,

Nous faisons suite à nos échanges récents relatifs à la cession de partie de la parcelle BK 56, acquisition nécessaire pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) et ce, dans le cadre de la réalisation du projet de prolongement de l'avenue Robert Brun et de l'aménagement du pôle d'échange de la Seyne sur Mer.

En effet, votre projet nécessite la réalisation de trois bassins de rétention des eaux pluviales, permettant la gestion des débordements du Vallat de Faveyrolles. Le bassin de rétention Nord se situe en grande partie sur l'emprise de la parcelle précitée (pour une surface de 6920 m²) propriété de notre Groupe, et faisant partie du Centre commercial Carrefour d'Ollioules.

Les conditions d'acquisition d'une partie de cette parcelle ont été arrêtées au travers d'une convention signée entre nous le 10 janvier 2019, qui fixait également les modalités techniques de la réalisation dudit bassin.

Depuis, la réalisation du bassin a dû être différée, et donc par là même la cession précitée compte-tenu des recours dont a fait l'objet votre projet.

Nous vous marquons, par la présente, notre intention de procéder à cette vente sous la condition résolutoire de la réalisation dudit bassin et ce, dans un délai raisonnable qu'il reste à convenir entre nous, afin de tenir compte non seulement de la procédure contentieuse en cours et mais également des délais de travaux. A cette fin, nous vous confirmons avoir établi un état descriptif de division en volumes, afin de vous céder le volume correspondant aux limites du bassin.

Par ailleurs, nous vous confirmons que nos instances ont validé récemment le principe de céder à TPM ses droits indivis sur la parcelle BK 57, dont l'acquisition s'avère maintenant nécessaire à la réalisation de votre projet.

Pour valoir ce que de droit

Pour l'Immobilière Carrefour

Patrice ROLLAND

Directeur de Programmes

IMMOBILIERE CARREFOUR

Société en nom collectif

Capital : 842.344.356,00 Euros

Siège : 93 avenue de Paris - 91300 MASSY

RCS EVRY 323 439.786

